

QUELQUES LIVRES RÉCENTS

Parmi les livres que l'on a bien voulu m'envoyer, il en est un que je signale d'une façon toute spéciale à l'attention générale: c'est l'ouvrage de M. Ludwig Felix, intitulé: *Der Einfluss der Sitten und Gebräuche auf die Entwicklung des Eigenthums*. Duncker et Humblot, Leipzig, 1886. 462 p. in-8°. (*L'influence des mœurs et des usages sur le développement de la propriété*.) Il n'existe pas jusqu'à présent d'histoire philosophique, juridique et économique de la propriété, et c'est cette lacune que l'auteur se propose de combler dans une série de monographies qui, à en juger par les deux premières qu'il a publiées jusqu'ici, rendront un grand service à la science.

Le premier volume était intitulé: *Der Einfluss der Natur auf die Entwicklung des Eigenthums*. (*L'influence de la nature sur le développement de la propriété*.) Dans ce livre, il nous montre comment la propriété, qui, aux temps préhistoriques et encore souvent parmi les races barbares, n'a d'autre base que la force, le brigandage et est véritablement le vol, comme disait Proudhon, arrive peu à peu à chercher son fondement dans les idées de justice et de droit. En des chapitres écrits d'un style entraînant et coloré, il fait ressortir comment les influences naturelles favorisent ou contrarient cette évolution progressive.

Sa conclusion est celle-là même qu'à la demande de Stuart Mill j'ai essayé de mettre en lumière dans mon livre sur la *Propriété primitive*, à savoir que ce droit n'a pas une forme fixe et immuable, correspondant à la notion que nous avons aujourd'hui quand nous disons *la propriété*, mais qu'il a revêtu aux différentes époques des formes très diverses,

en rapport avec les conditions économiques et les moyens de production dont disposaient les hommes, et que, par conséquent, dans l'avenir il peut se transformer et se perfectionner encore, à mesure que les idées de justice et le système de travail s'amélioreront.

« Notre planète, dit M. Felix, ne nous offre rien d'immuable, rien de permanent. Comme le disait Héraclite d'Éphèse, toutes les formes sont soumises à des changements constants dans une « muabilité » éternelle. La nature et l'homme se transforment, et chacune de leurs transformations exerce son influence sur la propriété. Le perfectionnement de la flore et de la faune accroît le domaine des objets susceptibles d'être possédés. Les progrès de la science augmentent, les moyens de produire et le raffinement de la civilisation multiplient les besoins, d'où suit que l'homme est porté à faire un usage de plus en plus énergique et plus intelligent de ses forces. La constitution de la propriété doit se mettre en rapport avec cette évolution. »

Dans le volume qui vient de paraître, M. Felix dépeint, en une série de tableaux, les mœurs des différentes époques surtout en ce qui a rapport à l'acquisition et à l'emploi des biens : dans les temps primitifs, la guerre de chaque jour, les surprises, le vol et, d'autre part, la solidarité familiale et la vendetta ; dans l'antiquité, l'esclavage, l'usure, l'âpreté au gain, le parasitisme, surtout à Rome ; au moyen âge, le désordre au début, puis la tromperie sous toutes ses formes et, dans l'âge moderne, les coalitions, les jeux de bourse, les monopoles, l'adultère, l'ivrognerie. Ce n'est certes pas le beau côté de la vie humaine que l'auteur nous fait voir.

L'un des chapitres les plus intéressants est celui qui est consacré à la condition de la femme aux différentes époques. Il est plus consolant, parce qu'il nous fait voir que cette condition s'est sans cesse améliorée et que l'influence des femmes a été de plus en plus favorable au progrès de la civilisation.

Dans un livre intitulé : *Past and Present*, l'économiste américain Carey s'efforce de prouver, par une foule

d'exemples très curieux, que l'on peut mesurer le degré de civilisation d'un peuple au rôle réservé à la femme. Chez les races primitives et de nos jours encore parmi les classes qui sont au même degré de culture, la femme est traitée comme une bête de somme, c'est à elle que sont imposés les plus durs travaux. Massimo d'Azeglio raconte dans ses souvenirs (*Miei Ricordi*, p. 255) que les paysans qui habitent les bords du lac Majeur, quand ils apportent au marché du bois à brûler et de la volaille, se répartissent ainsi la charge : la femme arrive courbée sous le poids d'un énorme fagot et le mari suit, portant les poulets. Il en est de même partout dans les Apennins. En Corse, un facchino prend votre malle pour la porter à l'hôtel; mais bientôt la voilà sur les épaules de sa femme. Quant à lui, il montre le chemin et cause agréablement, en fumant une cigarette. Plus on est près de l'état de nature, plus l'être faible est exploité par l'être fort. C'est là la loi naturelle que le progrès du droit est appelé à réformer.

Le dernier chapitre du livre est consacré à montrer les avantages du luxe. Ai-je besoin de dire que cette apologie, si éloquente et si bien faite qu'elle soit, ne m'a pas convaincu? Il faut d'abord s'entendre sur le sens du mot. Comme l'a si bien montré Roscher, la notion du luxe est toute relative. On mangeait autrefois avec ses doigts, comme le font encore les Orientaux aujourd'hui. Aussi, quand une fille d'un doge de Venise commença à employer une petite fourche en argent pour porter les mets à sa bouche, on cria au scandale. Aujourd'hui, toutes les familles, même les plus pauvres, ont des fourchettes en métal. Ce n'est plus un objet de luxe. Au moyen âge, les chemises de lin étaient réservées pour les princes, on portait ordinairement la bure sur la peau, comme le font encore les moines, lesquels n'ont fait que conserver les vêtements du temps jadis. Au temps où Guichardin visita l'Angleterre, il n'y avait pas de cheminées dans les maisons de Londres; la fumée s'échappait par les fentes du toit, en fumant les jambons, comme aujourd'hui dans la plupart des demeures des paysans bosniaques et bulgares. Une cheminée était une recherche considérée comme excessive.

Il faut donc entendre par objet de luxe une chose qui ne répond qu'à un besoin accessoire, factice et qui, coûtant cher, représente beaucoup de journées de travail.

Cette définition du luxe, que je crois exacte, implique sa condamnation, et fait voir immédiatement pourquoi les sages anciens et surtout les moralistes chrétiens et les pères de l'Église l'ont poursuivi de leurs anathèmes.

Pour donner satisfaction à ses besoins, une société dispose d'un certain nombre d'heures de travail. Si beaucoup de ces heures sont accaparées par les riches, pour se procurer des produits qui ne répondent à aucun besoin rationnel, il est de nécessité mathématique qu'il ne restera pas assez d'heures disponibles pour fournir aux pauvres de quoi satisfaire convenablement à leurs besoins les plus essentiels. D'où il résulte clairement que le luxe engendre la misère.

Voici la même vérité présentée sous une autre forme : Un seigneur a mille serfs, qui sont à ses ordres. Pour entretenir un train de maison luxueux, il enlève à ces serfs tout leur surplus, c'est-à-dire qu'ils travaillent six heures pour eux-mêmes et six heures pour leur maître. Il consommera donc à lui tout seul, par jour, le produit de six mille heures de travail et il n'en restera que le même nombre pour les mille travailleurs ; comment ceux-ci ne seraient-ils pas dans le dénuelement ? Un semblable partage des biens de ce monde peut-il être considéré comme équitable, conforme au droit et au bonheur de l'humanité ?

M. Felix connaît trop bien son économie politique pour me répondre, ainsi qu'on l'a fait de divers côtés, que le luxe fait vivre les ouvriers. Consacrez à produire des choses utiles au peuple les heures occupées aujourd'hui à créer des inutilités : il est évident que les travailleurs seront mieux pourvus.

Je ne puis pas voir non plus, comme on le fait d'ordinaire, le plus haut degré de civilisation dans ces raffinements de l'ostentation et des jouissances que nos grandes capitales étalent à nos yeux.

J'ai étudié sur place la condition économique des peuples de notre continent, et je suis arrivé à voir l'idéal de la civili-

sation et le bonheur de notre espèce beaucoup mieux réalisés chez des nations où règnent l'égalité et la simplicité de la vie, comme en Suisse et en Norvège, que dans ces centres éblouissants, comme Londres et Paris, où la plus effroyable misère se voit à côté de l'extrême opulence.

J'espère que M. Felix me pardonnera de ne pas abandonner, à propos du luxe, l'opinion que j'ai développée dans la première édition de mon *Socialisme contemporain*, où j'ai essayé de montrer que, comme le disait un bel esprit du XVIII^e siècle, si le luxe soutient les États, c'est de la même façon que la corde soutient le pendu.

Un autre livre que je recommande d'une façon toute spéciale à l'attention de nos historiens est intitulé : *Die bevölkerung von Frankfurt a. M. im XIV und XV Jahrhundert* (La population de Francfort-sur-Main aux XIV^e et XV^e siècles), par M. Karl Bücher, professeur d'économie politique à l'université de Bâle. Tübingen, Laupp, 1886, in-8°, 736 pages. C'est ce savant économiste qui a bien voulu traduire en allemand ma *Propriété primitive*, en y ajoutant deux chapitres des plus intéressants sur le collectivisme agraire dans l'ancien Pérou et sur les allmends dans l'Allemagne méridionale. En dépouillant et en étudiant avec le soin le plus minutieux les archives de la ville de Francfort, M. Bücher est parvenu à tracer un tableau complet de la situation économique d'une ville au moyen âge. Nombre des habitants, occupations et moyens d'existence, catégories des métiers, organisation des corporations, sources de revenus, modes de culture, le clergé, les juifs, les communes suburbaines, tout est décrit avec une précision telle, qu'on connaît cette cité du XIV^e siècle aussi bien, mieux peut-être que l'une de nos vallées actuelles. Rien de plus utile que ces monographies détaillées pour faire saisir la condition économique d'une époque. Ce livre me paraît apporter une preuve de plus à l'appui d'une opinion que j'ai déjà développée, à savoir que la connaissance approfondie de l'économie politique est indispensable à l'historien et que nul n'est mieux préparé qu'un économiste à écrire l'histoire d'une façon réellement instructive.

Ce qu'il a fallu à M. Bücher de travail et de soins pour produire une œuvre pareille est vraiment merveilleux. Il faut aussi féliciter les éditeurs de l'élégance et de la correction typographique de ce beau volume.

Monetaria, par M. C. Césaire Benzi. Roma, Fibreno, 1886, in-8°, 220 pages. — Ce livre est consacré à l'étude du problème monétaire, surtout au point de vue de l'Italie. Il discute à fond la théorie du système monétaire et il conclut en faveur du bimétallisme. Il montre que pour l'Italie, qui a perdu presque la moitié de l'or qu'elle s'était procuré par un emprunt en abolissant le cours forcé, l'adoption de l'étalon unique d'or serait une faute qui lui coûterait cher.

La Dobrudja économique et sociale, par M. J. Nacian, nous fait connaître la constitution physique et les ressources de cette région, peu étudiée jusqu'à présent. Depuis que les troupes françaises y avaient été décimées en 1853, la Dobrudja avait conservé en Europe une détestable réputation. Aussi, quand, au traité de Berlin, on résolut de l'offrir à la Roumanie en échange d'une partie de la Bessarabie longeant le Danube, le gouvernement de Bucharest protesta énergiquement, et il fallut presque lui faire violence pour qu'il se résignât à l'échange. Et cependant il se trouve qu'en somme la Roumanie y gagne, surtout si on considère l'avenir. Telle est du moins l'opinion de M. Nacian, et la lecture de son livre vous la fait partager. Le pays est accidenté, et les pâturages qui couvrent les hauteurs pourraient nourrir de nombreux troupeaux. Kustendjé est un port qui a de l'avenir, et l'été, la ville se transforme en bains de mer déjà très fréquentés. Malheureusement, la population très peu dense, composée en majorité de Turcs et de Tartares, se contente de vivre du produit des troupeaux. L'agriculture est très arriérée. Ce qu'il faudrait surtout à cette région, d'après M. Nacian, ce sont des voies de communication. Elle pourrait nourrir dix fois plus d'habitants qu'aujourd'hui; on pourrait, semble-t-il, y élever le cheval avec succès, et le mouton, multiplié et amélioré, deviendrait une source de grands profits.

La Mission du peuple serbe, par Stoyan Bochkovitch, 2^e édi-

tion. Bruxelles, Mayolez, 1886. — Le but que poursuit l'auteur de cet intéressant volume est de mieux faire connaître à l'Occident sa patrie et ses visées. Il cite souvent le livre que M. de Borchgrave a consacré au pays où il a longtemps représenté la Belgique avec le plus grand succès. D'après M. Bochkovitch, il n'en est pas où l'on puisse mieux apprendre à connaître la Serbie contemporaine.

L'un des chapitres intéressants de l'écrit de M. Bochkovitch est celui où il résume l'histoire de Douchan, le tzar qui a failli au ^{xiv}^e siècle fonder un grand empire serbe avec Constantinople pour capitale. Nous voyons comment ce beau rêve prit fin à la sanglante bataille de Kossovo, qui livra la Péninsule aux Turcs.

M. Bochkovitch nous fait connaître quelques-uns de ces fameux chants populaires qui, redits le soir, durant les veillées, aux sons de la guzla, ont entretenu dans le cœur du peuple serbe l'amour de la patrie et des aspirations vers un glorieux avenir.

Ce livre ne pouvait paraître plus à propos, au moment où l'attention de l'Europe est de nouveau attirée vers la péninsule des Balkans par des événements dont il est encore très difficile de prévoir l'issue.

Je crois pouvoir répondre encore une fois ici, comme je l'ai déjà fait dans les journaux de Belgrade, à certains reproches très peu justifiés que m'adresse M. Bochkovitch. Il prétend que j'ai méconnu la nationalité serbe et bosniaque parce que j'ai dit qu'on y parlait le croate; mais en citant les magnifiques travaux du grand philologue serbo-croate Danitchich, et à différentes reprises ailleurs, j'ai montré que la langue parlée en Croatie, en Bosnie, dans le Montenegro et en Serbie, était exactement la même; j'ai donc pu affirmer que le bosniaque est le croate, ce qui revient à dire que c'est le serbe.

Ce que M. Bochkovitch ne me pardonne pas non plus, c'est d'avoir dit que l'occupation de la Bosnie par l'Autriche était une nécessité transitoire, mais inévitable. Sans doute, il eût mieux valu constituer du premier coup un État ou une fédé-

ration embrassant toutes les branches du groupe serbo-croate, et j'émetts l'espoir que l'avenir réalisera cet idéal. Mais je demande à M. Bochkovitch ceci : La Bosnie pouvait-elle être soustraite au joug turc par une autre puissance que par l'Autriche ?

Évidemment non.

Valait-il donc mieux la laisser en proie à ce régime intolérable qui a provoqué l'insurrection de 1875-1876 ? Qui oserait soutenir une opinion aussi contraire à tout sentiment d'humanité ? Il est une nécessité géographique absolue, c'est que la Bosnie-Herzégovine soit unie à la Dalmatie, qui en est tout simplement le littoral et l'issue naturelle. Cette réunion, manifestement, ne pouvait s'accomplir que par les mains de l'Autriche. M. Bochkovitch peut-il s'imaginer que cet empire, au risque de perdre la Croatie, aurait donné la Bosnie à la Serbie, en y ajoutant la Dalmatie comme appoint ?

En politique, il faut toujours tenir compte du possible actuel, tout en visant à la réalisation future de ce que l'on rêve. C'est ce que trop souvent les jeunes peuples ne comprennent pas.

D'ailleurs, l'Autriche, constituée comme elle l'est, est un milieu extrêmement favorable à l'éclosion des nationalités, comme le prouvent jusqu'à l'évidence les progrès extraordinaires qu'a faits depuis vingt ans le sentiment national en Bohême, en Hongrie, en Galicie et en Croatie.

Il est évident que l'Autriche, en favorisant le progrès de la civilisation en Bosnie par l'enseignement, les routes, l'ordre et la sécurité, permettra à la nationalité serbo-croate de se développer rapidement, plus rapidement peut-être qu'en Serbie même ; car si l'on y continue à marcher dans la voie des aventures et des emprunts, les Serbes en Bosnie seront plus prospères et plus heureux que dans le royaume voisin.

Dans mon livre *La péninsule des Balkans*, je crois avoir parlé comme devait le faire un ami sincère de la Serbie. La meilleure façon de me montrer reconnaissant de toutes les attentions dont j'ai été comblé à Belgrade n'est pas, me semble-t-il, de fermer les yeux sur les erreurs économiques qui peuvent s'y commettre.

Je signale à l'attention de ceux qui s'occupent de la question monétaire, si discutée aujourd'hui, deux livres anglais à tendances binmétalliques : *The silver question and its social aspect*, by Hermann Schmidt-Effingham Wilson. London, 1886, et : *Prices of commodities and the precious metals*, by Augustus Sauerbeck. London, Edward Stanford, 1886. Ce dernier écrit est particulièrement instructif. Il fait voir, en des tableaux admirablement contrôlés, quelle a été la baisse réelle des prix des marchandises. On y trouve la réfutation de cette assertion de MM. Leroy-Beaulieu et Mulhall, que cette baisse résulte des progrès de l'industrie. M. Sauerbeck nous montre que la production a augmenté de 30 p. c., entre 1850 et 1861, de 37 p. c. entre 1861 et 1871 et seulement de 17 1/2 p. c. entre 1872 et 1885. Dans les deux premières périodes, l'augmentation de la production est de 2.7 et 2.8 par an et les prix s'élèvent. Dans la période récente, l'accroissement de la production est moitié moindre, de 1.6 seulement, et les prix baissent énormément.

Sous le titre de : *Teoria economica della costituzione politica*, M. Achille Loria soutient la thèse que les événements de ce monde n'ont d'autre mobile que les intérêts économiques, et il le fait avec cet éclat et cette érudition qui distinguent ses précédents ouvrages. L'État et les formes de gouvernement, montre M. Loria, ne sont que l'expression politique de l'ordre économique, et la politique n'a d'autre objet, en réalité, que de consacrer ou d'étendre les droits de ceux qui possèdent. L'espoir des socialistes de la chaire de voir l'État se faire l'instrument d'une rénovation sociale est illusoire, car c'est s'attendre à ce que la classe capitaliste et gouvernante se suicide. Les classes inférieures n'arriveront pas non plus à améliorer leur sort par le moyen des révolutions, car il est démontré aujourd'hui que celles-ci ne peuvent point modifier profondément un organisme social qui est le produit nécessaire et le stage fatal du développement historique de l'humanité. Le progrès se fera en vertu de l'évolution organique de l'ordre social, dont les formes se modifient sans cesse, et il s'accomplira, non par un mouvement continu et régulier,

mais par des secousses et des souffrances, d'où sortira un régime économique plus équitable ; c'est alors seulement que pourra s'établir la démocratie politique.

Il y a, certes, une grande part de vérité dans cette thèse, mais ce que je contesterai, avec M. Guido l'usinato, c'est l'affirmation que les hommes sont guidés en toutes leurs actions par la poursuite de l'intérêt matériel. Je ne nierai pas que des causes économiques ont amené beaucoup de guerres et de révolutions, mais les mouvements historiques qui ont eu le plus d'influence sur les destinées de l'humanité, comme le développement du christianisme et la conquête des libertés modernes au xvi^e siècle, ont eu pour mobile des sentiments d'un autre ordre. Voyez agir autour de vous les hommes animés d'un puissant sentiment moral, rappelez-vous les actes de votre propre vie : que de résolutions généreuses dictées par la notion du devoir ! C'est trop ravalier l'espèce humaine que de nous la montrer uniquement occupée, comme l'animal, à se procurer la satisfaction de ses besoins matériels.

Le mérite incontestable, néanmoins, du livre de M. Loria est de rattacher intimement la politique à l'économie politique, ce qui a été trop peu fait jusqu'à présent.

Grundzüge einer Hygiene des Unterrichts, par le Dr Wilhelm Lœwenthal. Wiesbaden, Bergman, 1887. — Livre que liront avec grand profit tous ceux qui s'occupent de cette importante question, trop négligée : l'hygiène dans l'enseignement. M. Lœwenthal demande que les instituteurs possèdent la connaissance du développement de l'organisme humain, et qu'à cet effet ils suivent des cours d'anatomie, de physiologie et d'hygiène scolaire dans les facultés de médecine, seules aptes à bien donner ces cours. Rien de plus désirable, sans doute, mais, hélas ! en Belgique, nos visées doivent être plus modestes. On parle de réduire les cours normaux, et non de les étendre.

L'Irréligion de l'avenir, par M. Guyau. Félix Alcan, Paris, 478 pages. — Livre trop important pour que j'en parle ici en passant. Je le recommande à M. le comte Goblet d'Alviella, qui lui consacrera, je l'espère, des pages de critique approfondie que je ne saurais écrire. ÉMILE DE LAVELEYE.